

Het is dus moeilijk om u het allerbeste voor 2007 toe te wensen. Dit gebruik lijkt zelfs achterhaald. We moeten ons anders durven uitdrukken, geen afgesleten formules herhalen. We moeten de juiste woorden vinden om precies te zeggen wat we willen meedelen.

Aan alle lezeressen en lezers van 'Mutmail' wensen we de energie en het verlangen toe om aan al hun daden wat extra Menslievendheid toe te voegen en dit zowel in de alledaagse omgang als in de historische momenten die we misschien zullen beleven.

EEN VOORSPOEDIG 2007!

Marc DUMONT

Difficile donc de vous souhaiter nos meilleurs vœux pour 2007, le procédé lui-même semble devenu désuet. Osons parler autrement, ne répétons pas des formules mais trouvons les mots justes pour dire exactement ce que nous désirons partager.

A toutes nos lectrices, à tous nos lecteurs du Mutmail, nous souhaitons l'énergie et l'envie de mettre dans chacun de leurs actes un supplément d'Être et d'Humanité, et ce, tant dans le quotidien que dans les moments historiques que nous pourrions être amenés à vivre.

BONNE ANNEE 2007 !

Andrée LEJEUNE

La libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité : quelles implications pour Bruxelles ?



Dès le 1^{er} janvier 2007, les marchés du gaz et de l'électricité seront totalement libéralisés en Région bruxelloise. Cela signifie que chaque consommateur résidentiel pourra librement choisir son ou ses fournisseur(s) d'énergie. Pour ce qui est de la clientèle non résidentielle (entreprises et pouvoirs publics), celle-ci est éligible¹ depuis le 1^{er} juillet 2004. La même échéance est prévue en Région wallonne bien que le marché de l'électricité dite « verte »² y soit ouvert à la concurrence pour l'ensemble des consommateurs depuis juillet 2004. Pour sa part, le marché flamand est entièrement libéralisé depuis le 1^{er} juillet 2003, expérience de laquelle les deux autres régions peuvent tirer de nombreux enseignements.

Une volonté européenne

Le passage à un fonctionnement concurrentiel des marchés du gaz et de l'électricité est inscrit dans des directives européennes qui imposent à tous les États membres de libéraliser leurs marchés au plus tard pour le 1^{er} juillet 2007. Et cette volonté ne date pas d'hier. En effet, déjà dans les années 80, on assiste à un fort ralentissement de la croissance dans le secteur électrique. Les conséquences des monopoles nationaux existants dans le domaine de l'énergie sont pointées du doigt comme empêchant le développement économique européen et laissent la place aux nouveaux dogmes que sont la concurrence et l'internationalisation³. De cette manière, l'Europe entend renforcer sa compétitivité et sa croissance. On observe depuis longtemps la même tendance hors Union européenne avec, par exemple, la libéralisation du marché norvégien de 1989 à 1993, néo-zélandais en 1993 et américain entre 1991 et 1995.

Dès 1990, deux directives européennes posent les jalons de la libéralisation des marchés de l'énergie en abordant d'une part, le problème du transit de l'électricité sur les grands réseaux (90/547/CEE) et d'autre part, la manière d'assurer la transparence des prix au consommateur final industriel de gaz et d'électricité (90/377/CEE). Mais ce processus ne sera réellement lancé qu'en 1996 avec la directive 96/92/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité. Deux années plus tard, la directive 98/30/CE entend également établir des règles communes concernant le

« Les conséquences des monopoles nationaux existants dans le domaine de l'énergie sont pointées du doigt comme empêchant le développement économique européen et laissent la place aux nouveaux dogmes que sont la concurrence et l'internationalisation. »

¹ Un consommateur est dit « éligible » lorsqu'il peut choisir librement son fournisseur d'énergie. Par opposition, les personnes qui ne peuvent faire ce choix sont dénommées « clients captifs ».

² Une énergie est dite « verte » lorsqu'elle est produite à partir de sources renouvelables telles qu'éoliennes, ouvrages hydrauliques, panneaux solaires, etc. La définition de l'électricité verte varie selon les régions. La Région wallonne en admet une acception plus large que l'Etat fédéral en incluant l'électricité produite par cogénération (production simultanée d'électricité et de chaleur).

³ Devuyt Philippe, « Organisation de la protection des consommateurs résidentiels dans un marché concurrentiel en Région de Bruxelles-Capitale », in *Vers un droit fondamental à l'énergie ?*, Bruxelles : la Chartre, 2006, p. 163.

« Avant la libéralisation imposée par les directives européennes, ces quatre métiers que sont la production, le transport, la distribution et la vente étaient intégrés de manière verticale et faisaient l'objet d'un quasi-monopole aux mains des sociétés Electrabel et Distrigaz. »

marché intérieur du gaz. Vu que la production européenne de gaz est trop faible pour prétendre à la mise en place d'une vraie concurrence, la directive se limite à améliorer l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux. Enfin, en 2003, de manière à accélérer le processus de libéralisation, jugé trop lent aux yeux des instances communautaires, deux directives (2003/54/CE pour l'électricité et 2003/55/CE pour le gaz) viennent abroger celles de 1996 et 1998.

En Belgique, la transposition de ces volontés européennes au sein de la législation nationale est d'autant plus complexe que l'énergie est une compétence gérée à différents niveaux de pouvoir⁴. Alors que l'État fédéral est compétent pour les matières indivisibles sur les plans technique ou économique (le plan d'équipement national du secteur de l'électricité, le cycle du combustible nucléaire, les grandes infrastructures de stockage, la production de l'énergie, la gestion du réseau de transport sous haute tension pour l'électricité et sous haute pression pour le gaz ainsi que les tarifs), les Régions sont notamment compétentes pour la distribution et le transport local d'électricité à une tension inférieure ou égale à 70 kV, la distribution publique de gaz, les sources nouvelles d'énergie à l'exception de celles liées au nucléaire, les aspects environnementaux ainsi que l'utilisation rationnelle de l'énergie⁵. En outre, l'État fédéral et les Régions sont compétents pour ce qui est des obligations de service publics liées à leurs responsabilités respectives. Il résulte de cette multiplicité de niveaux de compétences trois agendas distincts d'ouverture progressive des marchés, trois organisations différentes de ces marchés et quatre régulateurs.

Fonctionnement des marchés dans un contexte de non libéralisation

De manière à ce que les consommateurs finaux puissent disposer de gaz et d'électricité, ces énergies doivent être produites (en Belgique ou hors de nos frontières), transportées du producteur au distributeur et enfin, distribuées et vendues à ces clients. Avant la libéralisation imposée par les directives européennes, ces quatre métiers que sont la production, le transport, la distribution et la vente étaient intégrés de manière verticale et faisaient l'objet d'un quasi-monopole aux mains des sociétés Electrabel et Distrigaz.

Electrabel et la Société coopérative de Production d'Electricité (SPE), réunies au sein de la Coordination de la Production et du Transport

⁴ Les directives ont été transposées dans la législation belge, aux niveaux fédéral et bruxellois, via les dispositions suivantes :

- loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité (M.B. du 11 mai 1999) et modifiée par la loi du 1^{er} juin 2005 (M.B. du 14 juin 2005) ;
- loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché du gaz et au statut fiscal des producteurs d'électricité (M.B. du 11 mai 1999) et modifiée par la loi du 1^{er} juin 2005 portant modification de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations (M.B. du 14 juin 2005) ;
- ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché régional de l'électricité (M.B. du 17 novembre 2001) ;
- ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché régional du gaz, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale (M.B. du 26 avril 2004).

⁵ Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (M.B. du 15 août 1980).

d'Énergie électrique (CPTE), produisaient une grande partie de l'électricité (95%). Le réseau de transport sous haute tension appartenait à la CPTE et était géré par Electrabel. La distribution locale et la fourniture aux clients finaux constituaient un monopole aux mains des communes qui organisaient ces activités via des régies communales, des intercommunales pures ou des intercommunales mixtes, ces dernières associant Electrabel aux communes. A Bruxelles, il s'agissait de l'intercommunale mixte Sibelga. Nous étions donc en présence d'un marché intégré aux mains de la société Electrabel.

A l'exception du fait que la Belgique ne produit pas de gaz et que celui-ci doit donc être importé, le marché du gaz présentait des caractéristiques assez semblables avec le quasi monopole de la société Distrigaz. Celle-ci achetait et stockait le gaz, gérait le réseau de transport sous haute pression et collaborait à sa distribution et à sa vente au sein des intercommunales, en l'occurrence Sibelga pour la Région bruxelloise.

Ces régies et intercommunales ne constituaient pas un service public au sens propre mais elles étaient tenues de respecter les trois principes suivants : la loi du changement (règlements de fourniture imposés unilatéralement mais pas de véritables contrats), la loi de la continuité du service et la loi d'égalité de traitement des usagers, autrement dit la péréquation tarifaire. Cette dernière signifie que les clients sont soumis à un même tarif, indépendamment des coûts de distribution liés à la dispersion de leur habitat.

Le Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz (CCEG), rassemblant en son sein les partenaires sociaux, distributeurs et producteurs, était, quant à lui, chargé du contrôle et de la fixation des tarifs. Celle-ci se faisait de manière consensuelle entre les membres du Comité ; les marges bénéficiaires des producteurs étaient contrôlées et ristournées vers les consommateurs par des baisses tarifaires. Le CCEG émettait également des avis et recommandations en matière de règlements de fourniture, de tarifs et de mesures sociales.

Le consommateur final bénéficiait donc d'un statut d'abonné et se retrouvait face à un interlocuteur unique, l'intercommunale Sibelga à Bruxelles, chargée à la fois de le raccorder au réseau de distribution et de lui vendre le gaz ou l'électricité. En outre, le fonctionnement du marché offrait aux consommateurs une certaine garantie au niveau des prix et de la fourniture.

Le nouveau paysage amené par la libéralisation des marchés

Dans le contexte de libéralisation imposé par les directives européennes, les quatre activités décrites ci-dessus (production, transport, distribution et fourniture) sont dissociées et encadrées par des organismes régulateurs. Le transport de l'énergie depuis les centrales électriques, ou les postes frontaliers pour le gaz, vers les réseaux de distribution reste un monopole. Le gestionnaire de réseau de transport (GRT) est chargé de la gestion et de l'entretien des conduites de gaz à haute pression et des lignes électriques à haute tension. Le gouvernement fédéral a choisi les sociétés autonomes

« Dans le contexte de libéralisation imposé par les directives européennes, les quatre activités décrites ci-dessus (production, transport, distribution et fourniture) sont dissociées et encadrées par des organismes régulateurs. »

Elia⁶ et Fluxys, respectivement pour l'électricité et le gaz. Pour Bruxelles, Elia a également été désigné comme unique gestionnaire de réseau de transport régional d'électricité (lignes d'une tension de 36 kV). Les administrateurs de ces GRT sont indépendants des producteurs, distributeurs et fournisseurs.

L'activité de distribution reste également un monopole aux mains des anciennes intercommunales qui deviennent des gestionnaires du réseau de distribution (GRD). Néanmoins, elles sont tenues de rester aux mains du secteur public et sont indépendantes des producteurs et fournisseurs. Le GRD est responsable de l'exploitation et de l'entretien des lignes électriques et conduites de gaz locales qui acheminent l'énergie jusqu'au consommateur final. A Bruxelles, Sibelga a été désignée par le gouvernement fédéral comme unique gestionnaire des réseaux de distribution du gaz et de l'électricité. L'ancienne intercommunale assurera donc des missions telles que la construction des réseaux ou la réalisation de raccordements mais ne pourra plus exercer aucune activité de production ou de fourniture d'énergie. En outre, les relevés des compteurs seront effectués par la société Metrix, une filiale de Sibelga.



En amont et en aval de la chaîne, l'on retrouve les deux activités dorénavant ouvertes à la concurrence : la production et la commercialisation de l'énergie. D'une part, les producteurs produisent ou importent l'électricité et le gaz et d'autre part, les fournisseurs achètent l'énergie aux producteurs et la revendent aux consommateurs. Ces fournisseurs sont également liés aux gestionnaires des réseaux de transport et de distribution via des contrats d'accès. En soumettant ces deux activités à la loi de l'offre et de la demande, l'Union européenne entend faire baisser les prix de l'énergie.

Il existe trois types de fournisseurs. Les fournisseurs commerciaux sont titulaires d'une autorisation délivrée par les Régions. Le fournisseur par défaut est désigné par le GRD pour fournir l'énergie aux clients qui, au 1^{er} janvier 2007, n'auraient pas fait le choix d'un fournisseur commercial. A Bruxelles, il s'agit d'Electrabel Customer Solutions (ECS). Ce fournisseur est en quelque sorte avantagé vis-à-vis de nouvelles sociétés entrantes vu qu'il est le partenaire privé de l'actuel fournisseur/distributeur et connaît donc très bien les caractéristiques de sa clientèle. Enfin, le fournisseur social est le GRD choisi par l'autorité régionale pour approvisionner la clientèle protégée.

Pour chaque niveau de pouvoir, des organismes indépendants, appelés régulateurs conseillent d'une part les autorités en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement des marchés et d'autre part, surveillent et contrôlent l'application des normes légales par les acteurs de ces marchés. Au niveau fédéral, il s'agit de la Commission de régulation de l'Electricité et du Gaz (CREG). Respectivement pour les Régions wallonne, flamande et bruxelloise, ces régulateurs sont la Commission wallonne pour l'Energie (CWaPE), la Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteits- en Gasmarkt (VREG) et Bruxelles Environnement⁷. A Bruxelles, le

⁶ Le capital d'Elia appartient pour 70% à Electrabel et pour 30% à Publi T, une société qui regroupe les communes.

⁷ Anciennement l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (IBGE).

régulateur est notamment compétent pour octroyer les licences des fournisseurs actifs dans la Région, contrôler le GRD Sibelga et le GRT régional Elia, assurer le respect de la législation régionale, garantir le respect des missions de service public et octroyer les certificats verts. Enfin, la CCEG reste responsable de la partie non libéralisée du marché.

A l'image du nouveau fonctionnement du marché, les tarifs sont la résultante de plusieurs composantes. Tout d'abord, les producteurs exigent un prix qui doit à la fois couvrir leurs coûts et leur permettre de s'octroyer un bénéfice. A ce stade, excepté la loi de l'offre et de la demande, il n'y a aucun système de régulation imposé. Les producteurs sont libres d'établir leurs marges bénéficiaires comme ils l'entendent. Ensuite, il y a les coûts demandés par les gestionnaires des réseaux de transport et de distribution. Ces prix sont contrôlés et régulés par la CREG. Enfin, les fournisseurs répercutent cet ensemble de coûts dans le prix demandé à leurs clients tout en s'accordant une marge bénéficiaire. A l'instar de l'activité de production, ces bénéfices ne sont pas régulés mais établis selon la loi de l'offre et de la demande, pour autant que la concurrence soit réelle. Rentrent également dans le prix de l'énergie certaines surcharges prélevées par les pouvoirs publics afin de financer des politiques énergétiques telles que l'aide aux CPAS dans le cadre de leur mission de guidance et d'aide sociale financière, la redevance de voirie⁸, l'octroi de primes aux ménages et aux industries, le fonds Kyoto⁹, etc. Il résulte de tout ceci que, plus les consommations d'un ménage seront faibles, plus les frais généraux seront une part importante du coût de l'énergie fournie. Notons également que le principe de la péréquation n'étant plus en vigueur, les prix de l'énergie diffèrent en fonction de la dispersion de l'habitat. Mais à Bruxelles, les coûts de distribution seront identiques pour tous les habitants de la Région car un seul gestionnaire de réseau de distribution y est actif.

Dans ce contexte de libéralisation, le consommateur passe du statut d'abonné à celui de client. Il est face à plusieurs interlocuteurs. D'une part, il est soumis à un contrat de raccordement avec le gestionnaire du réseau de distribution et d'autre part, il lui incombe de choisir un fournisseur d'énergie et également de souscrire un contrat avec celui-ci. Pour cela, il doit être en possession de son code EAN, un ensemble de 18 chiffres qui identifie de manière unique son ou ses point(s) de fourniture sur le marché européen. Ce code n'identifie donc pas un client mais bien une adresse. Les contrats signés en décembre 2006 ou janvier 2007 ne débiteront qu'au 1^{er} mars 2007 tandis que ceux conclus par après démarreront au minimum un mois après la signature. En outre, le consommateur se trouve dans une situation de dissymétrie d'information¹⁰, c'est-à-dire qu'il ne connaît que rarement les caractéristiques, quart d'heure par quart d'heure, de ses consommations, alors que les fournisseurs sont seuls à détenir des informations sur la disponibilité et le prix de revient de l'électricité.

⁸ Cette redevance est destinée aux communes de manière à ce qu'elles puissent compenser leurs pertes de revenus suite à la libéralisation.

⁹ Ce fonds sert à financer des projets qui ont pour objectif la réduction de l'émission de gaz à effet de serre.

¹⁰ Devuyt Philippe, *op. cit.*, 2006, p. 164.

L'expérience flamande

Depuis le 1^{er} juillet 2003, la Flandre fait l'expérience de la libéralisation complète de ses marchés du gaz et de l'électricité. Ainsi, au 1^{er} juillet 2005, deux tiers des consommateurs flamands avaient conclu un contrat avec un fournisseur (54% avec leur fournisseur historique et 12% avec une autre société)¹¹. Or, selon une étude réalisée pour le Service public de Programmation Intégration sociale¹², bien que ce processus ait pu engendrer une certaine baisse des prix, il en résulte également « des impacts sociaux particulièrement néfastes ». En effet, à ce jour, plus de 40.000 clients se sont vus couper leur approvisionnement en gaz ou électricité et seuls 10.000 d'entre eux ont pu retrouver un nouveau fournisseur. Pour ce qui est des ménages fonctionnant avec un compteur à budget, 2.000 d'entre eux ont été privés définitivement d'électricité faute d'approvisionnement de leur compteur¹³. Seul le « bewuste klant »¹⁴, c'est-à-dire « le client conscientisé, bien informé, qui a les moyens intellectuels, techniques (internet) et financiers », a pu profiter des conséquences positives qu'a amenées la libéralisation sur les tarifs.

Plusieurs éléments peuvent expliquer ces conséquences dramatiques. Tout d'abord, il semble que les consommateurs soient mal informés quant aux principes et implications de la libéralisation. Cette confusion toucherait principalement les publics les plus défavorisés qui connaissent donc rarement les possibilités qui s'offrent à eux en cas de difficultés de paiement. Les mesures sociales prévues sont donc peu ou mal appliquées suite à ce manque d'information. Ensuite, certains fournisseurs useraient de techniques de vente trompeuses, malhonnêtes, voire parfois illégales. En outre, en cas de problème, les consommateurs trouvent rarement un interlocuteur tel qu'un service clientèle auprès de leur fournisseur. Les factures sont difficilement compréhensibles et envoyées de manière irrégulière. Enfin, les « mauvais payeurs » sont de plus en plus rapidement évincés vers les CPAS et le fournisseur social. Or, selon une enquête réalisée par Test Achats¹⁵ et confirmée par une étude du régulateur flamand, la VREG, ce tarif social électricité est devenu plus cher que le tarif le plus bas d'un fournisseur commercial. Heureusement, une proposition de loi allant dans le sens d'une unification du tarif social pour tout le royaume a été déposée.

¹¹ CEESE-ULB et HIVA-KUL, « Etude comparative des politiques sociales en matière d'énergie. Annexe II », Convention réalisée pour le compte du SPP Intégration sociale, août 2006, p. 16.

¹² CEESE-ULB et HIVA-KUL, « Etude comparative des politiques sociales en matière d'énergie. Rapport final », Convention réalisée pour le compte du SPP Intégration sociale, août 2006, p. 6.

¹³ Decrop Jehan, « Pour un accès durable à l'énergie : obligations de services public et mesures structurelles », *Le Journal du Collectif contre l'exclusion*, n°51, novembre 2005, p. 25-26.

¹⁴ Adriaenssens Claude et Martens Yves, « La libéralisation dans les autres régions », *Le Journal du Collectif Solidarité contre l'Exclusion*, n°51, novembre 2005, p. 35.

¹⁵ Test Achats, « Le tarif social d'électricité : tout sauf social ? », Communiqué de presse, 6 juin 2005.

Les effets pervers et les conséquences sociales dramatiques qu'a entraînés la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité en Région flamande démontrent donc la grande nécessité d'une forte régulation dans un tel contexte. De manière à éviter de tels dysfonctionnements, une attention particulière doit être portée aux consommateurs les plus précarisés, ceux-ci étant les plus vulnérables face à la logique contractuelle amenée par la libéralisation. « Le contrat a toujours figuré un danger pour les pauvres, il s'est toujours retourné contre eux depuis que l'on a oublié que la validité d'une convention implique une égalité de fait et pas seulement de droit entre les parties »¹⁶.

Le contexte bruxellois

Selon la dernière enquête sur les budgets des ménages réalisée par le Service public fédéral Economie et portant sur la période 1996-2004, ceux-ci ont consacré une part croissante de leur budget à des dépenses énergétiques, et cela quel que soit leur niveau de revenu. En outre, cette part est d'autant plus importante que l'on se rapproche des revenus les plus bas. Ainsi, d'année en année, l'écart entre les revenus faibles et élevés pour ce qui est du budget consacré à l'énergie se creuse de plus en plus, au détriment des ménages les plus défavorisés. Et c'est en Région bruxelloise que cette évolution est la plus marquée¹⁷. D'ailleurs, en 2004, 18.772 plans de paiement y ont été accordés et 11.266 de limiteurs de puissance ont été placés alors que ce même chiffre ne s'élevait qu'à 5.865 en 2000¹⁸.

Si cet écart peut s'expliquer en partie par le caractère fixe et irréductible d'une part substantielle des dépenses énergétiques d'un ménage, il n'en reste pas moins que la Région bruxelloise présente des caractéristiques propres qui ne sont pas sans conséquence sur cette situation. Tout d'abord, de nombreux locataires bruxellois se trouvent en situation de précarité. D'après le dernier rapport pauvreté pour la Région bruxelloise¹⁹, plus de 50% des ménages bruxellois dépensent plus qu'ils ne gagnent alors que la majeure partie de leur budget est consacrée au loyer, à la consommation d'énergie, aux frais médicaux et pharmaceutiques et aux impôts et taxes. Les revenus des bruxellois sont inférieurs à la moyenne du pays. 28% des travailleurs indépendants bruxellois sont classés parmi les personnes pauvres alors que la moyenne belge est de 18%. Enfin, d'une part, 5,1% de la population bruxelloise, soit 50.000 personnes, dépend d'une allocation du CPAS ou d'une garantie de revenus aux personnes âgées et d'autre part, le taux chômage pour la Région a dépassé les 20% en 2003.

Ensuite, les dépenses énergétiques dépendent fortement des caractéristiques du logement des consommateurs. Or, en comparaison avec les deux autres

« Les effets pervers et les conséquences sociales dramatiques qu'a entraînés la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité en Région flamande démontrent donc la grande nécessité d'une forte régulation dans un tel contexte. »

¹⁶ Fierens Jacques, « Le droit à l'énergie et la Constitution », in *Vers un droit fondamental à l'énergie ?*, Bruxelles : la Charte, 2006, p. 53.

¹⁷ CEESE-ULB et HIVA-KUL, *op. cit.*, p. 5.

¹⁸ Adriaenssens Claude et Schockaert Chantal, « Problématique énergétique en Région de Bruxelles-Capitale : perspectives et propositions de la Coordination Gaz-Electricité-Eau de Bruxelles », in *Vers un droit fondamental à l'énergie ?*, Bruxelles : la Charte, 2006, p. 91.

¹⁹ Observatoire de la Santé et du Social, « 9^{ème} rapport sur l'état de la pauvreté dans la Région de Bruxelles-Capitale », 2004.

« *Il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de vivre dans la dignité sans un minimum d'énergie.* »

Régions, Bruxelles présente la plus grande proportion de logements en mauvais état (29% selon l'enquête socio-économique de 2001 réalisée par l'Institut national de Statistiques)²⁰, ce pourcentage étant dû notamment au caractère ancien de l'habitat bruxellois. Par ailleurs, il est encore plus difficile pour un locataire de maîtriser ses dépenses énergétiques vu que tout aménagement dépend du bon vouloir de son propriétaire. Or, 58% de la population bruxelloise est locataire de son habitation²¹.

La protection des consommateurs

Au niveau européen, la première directive adoptée en 1996 en matière de libéralisation du marché de l'électricité n'obligeait aucunement les États membres à adopter des mesures de protection des consommateurs. Heureusement, la deuxième directive prise en 2003 démontre une certaine avancée en la matière. Elle affirme notamment que « le respect des obligations de service public est un élément essentiel de la présente directive ». En outre, elle intime les États membres à garantir un service universel à leurs clients résidentiels.

En effet, la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité implique que ces matières soient notamment envisagées comme de simples marchandises qui permettent aux fournisseurs et producteurs de dégager des profits. Or, celles-ci présentent également des aspects incontestables de service public. Il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de vivre dans la dignité sans un minimum d'énergie. D'ailleurs, le droit à un minimum d'énergie est implicitement inscrit dans la Constitution belge. « Il est une conséquence du principe du respect de la dignité humaine, du droit à un logement décent, du droit à l'aide sociale et du droit à la protection de la santé »²². Dans un contexte de libéralisation, il est donc à craindre que les aspects de service public propres au gaz et à l'électricité rentrent en contradiction avec la logique économique et que à terme, naissent des situations d'injustice et de discrimination. De manière à éviter ces dérives, qui se sont d'ailleurs vues confirmées par l'expérience flamande, il est donc essentiel que les différentes autorités compétentes mettent en place des dispositifs solides de protection des consommateurs.

Au niveau fédéral, un Code de conduite²³ visant à protéger les consommateurs a été signé en mars 2006, à l'initiative de la ministre fédérale de la protection des consommateurs Freya Van den Bossche, entre les fournisseurs d'énergie, les organisations de consommateurs, les représentants des autorités régulatrices et la ministre.

En Région bruxelloise, la protection des consommateurs était jusqu'à présent garantie d'une part, par l'ordonnance du 11 juillet 1991 relative au droit à la fourniture minimale d'électricité (M.B. du 15 août 1991) et d'autre part, par l'ordonnance du 11 mars 1999 établissant des mesures de prévention des

²⁰ Thomas Isabelle, Vanneste Dominique et Laureysen Ilse, « Evaluation de l'état du logement. Une proposition méthodologique », *Les Echos du Logement*, n°5, décembre 2005, p. 10.

²¹ Devuyt Philippe, *op. cit.*, 2006, p. 162.

²² Fierens Jacques, *op. cit.*, p. 52.

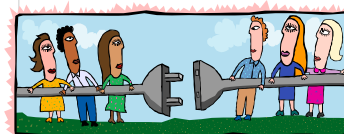
²³ « Le consommateur dans le marché libéralisé d'électricité et de gaz ».

coupures de fourniture de gaz à usage domestique (M.B. du 29 juillet 1999). Mais le passage d'un contexte monopolistique à une organisation concurrentielle de la vente du gaz et de l'électricité, couplé aux caractéristiques des ménages bruxellois exposées ci-dessus, implique que ces dispositions y soient adaptées. En effet, les ordonnances de 1991 et 1999 se limitaient à régler des problèmes d'endettement et ont été pensées selon le mode consensuel caractéristique des marchés non libéralisés. Elles ne prévoyaient aucune disposition de protection des consommateurs en amont du traitement des impayés.

A l'initiative de la ministre bruxelloise Evelyne Huytebroeck, chargée notamment de l'environnement, une ordonnance²⁴ instaurant deux types de mécanismes de protection des consommateurs a été approuvée par Parlement régional ce 8 décembre 2006. D'une part, elle impose aux fournisseurs une série d'obligations de service public qui entendent protéger de manière générale l'ensemble des consommateurs et d'autre part, elle garantit une protection particulière aux personnes précarisées, voire endettées.

Les dispositions qui visent à rendre effectif l'accès de tous les consommateurs à l'énergie sont les suivantes. Tout fournisseur est obligé de faire offre à toute demande d'un client, et ce à des conditions non discriminatoires, c'est-à-dire sans aucune différence de traitement basée sur le statut, les revenus, le lieu de résidence, etc. Ensuite, cette offre doit être transparente, c'est-à-dire que le prix proposé doit être déterminé de façon explicite sur base de la quantité consommée. De cette manière, les consommateurs pourront plus facilement comparer les offres des différents fournisseurs. Enfin, de manière à garantir une certaine pérennité de fourniture, une durée minimale de trois ans de contrat est imposée aux fournisseurs alors que le client aura la possibilité de résilier son contrat pour autant qu'il respecte une période de préavis de deux mois.

En cas de non paiement, la résiliation d'un contrat ne peut survenir que sur décision d'un juge de paix, après qu'une série d'actions successives aient été respectées. Celles-ci visent d'une part, à assurer la continuité d'une fourniture minimale d'énergie et d'autre part, à permettre la clarification de la situation d'endettement. Tout d'abord, un rappel accompagné de certaines informations (nouvelle date d'échéance, coordonnées du service compétent pour l'établissement d'un plan d'apurement, possibilité de faire appel au CPAS, existence du fournisseur de dernier recours, etc.) est envoyé au consommateur en difficulté de paiement. Si, à l'échéance précisée dans le rappel, le client n'a toujours pas, soit payé le montant réclamé, soit conclu un plan d'apurement, soit informé le fournisseur de négociations entamées pour établir un plan de paiement, une mise en demeure lui est adressée. Si aucune solution n'est proposée dans un délai de quinze jours suivant l'envoi de la mise en demeure, le fournisseur procède au placement d'un limiteur de puissance électrique six ampères, dont il informe le CPAS. Celui-ci peut alors effectuer une enquête de manière à trouver une solution aux difficultés de



²⁴ Projet d'ordonnance du 27 octobre 2006 modifiant les ordonnances du 19 juillet 2001 et du 1^{er} avril 2004 relatives à l'organisation du marché de l'électricité et du gaz en Région de Bruxelles-Capitale et abrogeant l'ordonnance du 11 juillet 1991 relative au droit à la fourniture minimale d'électricité et l'ordonnance du 11 mars 1999 établissant des mesures de prévention des coupures de gaz à usage domestique.

« Concrètement, alors que cinq fournisseurs avaient obtenu une licence de livraison de gaz et d'électricité dans la capitale, trois d'entre eux, Essent, Luminus et Nuon, pourtant déjà présents en Flandre, ont annoncé au mois d'octobre dernier leur décision de se retirer du marché bruxellois. »

paiement du client en question. Au bout de trois mois, si aucun plan d'apurement des dettes n'a été proposé, le fournisseur peut entamer une procédure de résiliation de contrat auprès d'un juge de paix. Notons que, le placement d'un limiteur de puissance pour la fourniture de gaz étant techniquement irréalisable, le fournisseur peut dans ce cas demander la résiliation du contrat après un délai de deux mois suivant l'envoi des rappels et mise en demeure. Si le juge décide effectivement de résilier le contrat, ce dernier ou le CPAS peut imposer une fourniture temporaire de gaz et d'électricité en période hivernale. En outre, le projet d'ordonnance étend cette période au mois d'octobre. Elle débute donc au 1^{er} octobre pour prendre fin au 31 mars.

Le texte récemment approuvé par Parlement bruxellois propose également un mécanisme de protection spécifique pour les consommateurs en situation de précarité : les consommateurs dont les revenus ne dépassent pas un certain plafond, les bénéficiaires d'une intervention majorée de l'assurance (VIPO, revenu d'intégration, etc.), les personnes engagées dans un processus de médiation de dettes et enfin, celles qui se seraient vues reconnaître un état de nécessité sociale par un CPAS. Les consommateurs qui rentrent dans l'une de ces catégories peuvent alors acquérir le statut de client protégé. A leur propre demande ou celle de leur fournisseur commercial, celle-ci devant être faite avant le placement du limiteur de puissance, ils peuvent alors être transférés vers le fournisseur social ou fournisseur par défaut, en l'occurrence le distributeur Sibelga. Celui-ci appliquera alors des tarifs sociaux, censés être moindres que les tarifs commerciaux. Pendant ce temps, le contrat avec le fournisseur commercial n'est pas résilié mais seulement interrompu. La situation du client protégé est alors analysée régulièrement, six mois après son transfert pour la première fois. S'il a épuré l'ensemble de ses dettes auprès de son fournisseur d'origine et du fournisseur de dernier recours, son contrat originel reprend tous ses effets. S'il n'a pas épuré l'ensemble de ses dettes mais respecte les conditions de son plan d'apurement, son contrat avec le distributeur est maintenu jusqu'à l'apurement complet de ses dettes. Par contre, si le client transféré n'a pas suivi le plan d'apurement établi avec le CPAS, celui-ci peut décider de mettre un terme au contrat avec le fournisseur de dernier recours. Dans ce cas, le client retourne auprès de son fournisseur commercial qui peut alors faire une requête de résiliation auprès d'un juge de paix.

Concrètement, alors que cinq fournisseurs avaient obtenu une licence de livraison de gaz et d'électricité dans la capitale, trois d'entre eux, Essent, Luminus et Nuon, pourtant déjà présents en Flandre, ont annoncé au mois d'octobre dernier leur décision de se retirer du marché bruxellois. Et ces sociétés invoquent comme motif l'obligation que leur impose l'ordonnance en préparation de s'engager à livrer les consommateurs pendant une durée minimale de trois années même si ceux-ci sont confrontés à des difficultés de paiement. Mais la ministre Huytebroeck a toujours refusé de revoir cette clause qu'elle considère comme un des grands principes essentiels de son ordonnance. Jusqu'à présent, les ménages bruxellois n'auront donc le choix qu'entre la société liégeoise Lampiris, qui ne livre que de l'électricité, et l'ancien partenaire de l'intercommunale Sibelga et fournisseur par défaut, Electrabel Customer Solutions. Pour ce qui est du gaz, aucun choix possible. Seul Electrabel livrera ce combustible dans la capitale.

Fin novembre, près de 30.000 ménages bruxellois avaient déjà signé un contrat, dont 870 avec Lampiris, seul concurrent d'Electrabel²⁵.

Élargissement du débat

De manière d'une part, à mettre en évidence les différents défis actuels liés à la question énergétique et d'autre part, à trouver des solutions durables à la pauvreté qui en découle, il est essentiel que la problématique de l'énergie soit inscrite et pensée dans un cadre beaucoup plus large, à la fois humain et écologique.

Tout d'abord, la lutte contre les problèmes liés aux factures énergétiques doit être considérée comme faisant partie du problème plus global de l'endettement et de la pauvreté en général²⁶. L'endettement énergétique n'est qu'une des multiples conséquences de la pauvreté en tant que telle. « N'y a-t-il pas un risque de voir se multiplier des allocations en tout genre, allocations logement, allocations chauffage, allocation de rentrée scolaire, allocation en matière de santé, alors que ce qui manque à beaucoup de personnes pour pouvoir disposer d'un minimum d'énergie est, tout simplement, un revenu suffisant ? La vraie question est : la population a-t-elle les moyens de se fournir en énergie de manière à ce que la dignité ou tout simplement la décence soient respectées ? »²⁷.

Ensuite, il est essentiel que l'endettement énergétique soit envisagé dans un contexte plus large englobant à la fois les problématiques du logement, de l'équipement des ménages et de leur amélioration en termes d'efficacité énergétique. D'ailleurs, une des options de base reprises dans la charte de la Coordination Gaz, Electricité, Eau de Bruxelles (CGEE) est qu'« aucun logement ne disposant d'équipements de base en bon état de fonctionnement ne peut être mis en location »²⁸. En effet, les ménages fragilisés occupent fréquemment des logements mal isolés et disposent d'équipements bon marché caractérisés par un mauvais rendement énergétique. La lutte contre l'endettement énergétique doit donc être couplée à des mesures de rénovation du parc immobilier et d'utilisation rationnelle de l'énergie.

A ce propos, la CSC²⁹ et la FGTB³⁰ proposent de s'inspirer de l'initiative allemande l'Alliance Emploi-Environnement. Celle-ci a pour objectif de créer 200.000 emplois par la mise en œuvre d'un vaste programme de rénovation énergétique des logements. Des propriétaires, locataires ou associations soumettent à l'Alliance des projets de rénovation et les candidats sélectionnés (sur base du critère de l'amélioration énergétique) peuvent alors bénéficier d'un crédit à des taux préférentiels. D'ailleurs, en Belgique, l'industrie de l'isolation a récemment montré que 30.000 emplois pouvaient être créés pendant 10 ans, en mettant en œuvre un programme ambitieux d'isolation

« Tout d'abord, la lutte contre les problèmes liés aux factures énergétiques doit être considérée comme faisant partie du problème plus global de l'endettement et de la pauvreté en général. »

²⁵ Demonty Bernard, « Le succès de l'électron libre », *Le Soir*, 30 novembre 2006.

²⁶ CEESE-ULB et HIVA-KUL, *op. cit.*, p. 24.

²⁷ Fierens Jacques, *op. cit.*, p. 53.

²⁸ Adriaenssens Claude et Schockaert Chantal, *op. cit.*, p. 87.

²⁹ Decrop Jehan, *op. cit.*, p. 25-27.

³⁰ FGTB Bruxelles, « Le front syndical de l'énergie ! », *Le Journal du Collectif Solidarité contre l'Exclusion*, n°51, novembre 2005, p. 28-30.

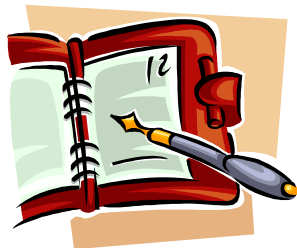
permettant de réduire de 75% les besoins en énergie de la moitié du parc de logements belge³¹.

Enfin, la question énergétique revêt des aspects écologiques fondamentaux. La température globale de l'air à la surface de la terre pourrait augmenter de 1,4 à 5,8°C d'ici 2100. 78% de l'augmentation de la concentration des gaz à effet de serre serait due à l'activité humaine liée au secteur de l'énergie. D'ailleurs, l'Union européenne a adopté une directive en vue de lutter contre le réchauffement climatique via la limitation des émissions de dioxyde de carbone, la cogénération et la performance énergétique des bâtiments (2002/91/CE). Jusqu'à présent, seule la Flandre a commencé à transposer cette directive dans sa législation. Au niveau international, la Belgique a également pris une série d'engagements en matière de politique climatique et de respect de l'environnement. Elle entend notamment réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 7,5% d'ici 2010. Les obligations de service public ne doivent donc pas se limiter aux aspects sociaux de l'énergie mais bien inclure des aspects d'utilisation rationnelle de l'énergie (URE) et de promotion des énergies renouvelables. La dérégulation des marchés de l'électricité et du gaz impliquerait des régressions non seulement sociales mais également environnementales.

« La dérégulation des marchés de l'électricité et du gaz impliquerait des régressions non seulement sociales mais également environnementales. »

³¹ « Une nouvelle politique de l'énergie ! », Communiqué de presse de la ministre Evelyne Huytebroeck, 9 décembre 2004.

Adresses et contacts



Numéros d'information gratuits

Bruxelles : 0800/97.198

Fédéral : 0800/12.033

Service public fédéral Economie (protection des consommateurs)

Direction générale du Contrôle et de la Médiation

WTC II I

Boulevard Simon Bolivar 30

1000 BRUXELLES

www.economie.fgov.be

Tel : 02/277.51.11

Fax : 02/277.54.51

E-mail : eco.inspec.@economie.fgov.be

Cabinet de la ministre du Gouvernement de la Région bruxelloise Evelyne Huytebroeck, chargée de l'environnement, de l'énergie et de la politique de l'eau

Cellule Energie

Rue du Marais 49-53

1000 BRUXELLES

<http://evelyne.huytebroeck.be>

Tel : 02/517.12.00

Fax : 02/517.14.90

E-mail : info@huytebroeck.irisnet.be

Commission de Régulation de l'Electricité et du GAZ – CREG

Rue de l'Industrie 26-38

1040 BRUXELLES

www.creg.be

Tel : 02/289.76.11

Fax : 02/289.76.09

E-mail : info@creg.be

Le régulateur pour l'électricité et le gaz en Région de Bruxelles-Capitale

C/o Bruxelles Environnement

GULLEDELLE 100

1200 Bruxelles

www.brugel.be

Tel : 0800/97.198

E-mail : info@brugel.be

Coordination Gaz, Electricité, Eau de Bruxelles – CGEE

Rue du Grand Duc 58

1040 Bruxelles

Tel : 0473/56.72.30

E-mail : coordinationgee@yahoo.fr

Réseau de Vigilance du Contentieux bruxellois en Energie

E-mail : dominiquegobert@hotmail.com, mc@ssg-wmw.be (Marie-Christine Renson)

Wat zijn de gevolgen van de liberalisering van de gas- en elektriciteitsmarkt voor Brussel?



Vanaf 1 januari 2007 worden de gas- en elektriciteitsmarkt in het Brussels Gewest vrijgemaakt. Elke residentiële verbruiker kan vanaf dan zelf zijn energieleverancier(s) kiezen. De niet-residentiële verbruikers (bedrijven en overheden) komen reeds in aanmerking¹ vanaf 1 juli 2004. Eveneens op 1 januari wordt de energiemarkt in het Waals Gewest geliberaliseerd. Dat was reeds het geval voor de ‘groene’² stroom sinds juli 2004. De Vlaamse energiemarkt is volledig vrij sedert 1 juli 2003. Beide gewesten kunnen heel wat lessen trekken uit de ervaring van het Vlaams Gewest.

Europese wil

De overgang naar een concurrentiële energiemarkt wordt vastgesteld door Europese richtlijnen die alle lidstaten er toe verplichten hun markten tegen uiterlijk 1 juli 2007 vrij te maken. Deze wil dateert niet van gisteren. In de jaren 80 kende de elektriciteitssector een sterke vertraging in de groei.

De bestaande nationale monopolies in de energiesector werd verweten dat ze de Europese economische vooruitgang belemmeren. Concurrentie en internationalisering³ werden de nieuwe dogma's. Europa hoopte zo zijn concurrentievermogen en groei te versterken. Buiten de Europese Unie bestond deze tendens al geruime tijd met bijvoorbeeld de liberalisering van de energiesector in Noorwegen van 1989 tot 1993, in Nieuw-Zeeland in 1993 en in de Verenigde Staten tussen 1991 en 1995.

Vanaf 1990 bereiden twee Europese richtlijnen de liberalisering van de energiemarkt voor door enerzijds het probleem van de doorvoer van de elektriciteit via de hoofdnetten (90/547/EEG) en anderzijds de wijze waarop de transparantie van de industriële eindverbruikersprijzen voor gas en elektriciteit moet worden gewaarborgd (90/377/EEG) ter sprake te brengen. Het proces gaat effectief van start in 1996 met richtlijn 96/92/EEG betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit. Twee jaar later stelt richtlijn 96/92/EEG de gemeenschappelijke regels vast voor de interne markt voor aardgas. Omdat de Europese aardgasproductie te laag is om een echte mededinging te organiseren, beperkt de richtlijn zich tot de verbetering van de koppeling en interoperabiliteit van de netten. In 2003 worden, met het oog op een versnelling van de liberalisering die volgens de communautaire instanties te

“De bestaande nationale monopolies in de energiesector werd verweten dat ze de Europese economische vooruitgang belemmeren. Concurrentie en internationalisering werden de nieuwe dogma's.”

¹ Een verbruiker ‘komt in aanmerking’ indien hij zijn energieleverancier zelf mag kiezen. Personen die dat niet kunnen worden ‘gebonden afnemers’ geheten.

² ‘Groene’ stroom wordt opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen zoals windmolens, waterkrachtcentrales, zonnepanelen, enz. De definitie is verschillend naargelang het gewest. In tegenstelling tot de federale staat beschouwt het Waals Gewest de stroom die wordt geproduceerd door warmtekraftkoppeling (gecombineerde opwekking van elektriciteit en warmte) als groene stroom.

³ Devuyt Philippe, “Organisation de la protection de consommateurs résidentiels dans un marché concurrentiel en Région de Bruxelles-Capitale”, in *Naar een grondrecht voor energie/Vers un droit fondamental à l'énergie?*, Brussel: Die Keure, 2006, p. 163.

« Voor de liberalisering opgelegd door de Europese richtlijnen waren productie, transport, verdeling en verkoop het quasi-monopolie van Electrabel en Distrigaz. »

traag verloopt, de richtlijnen van 1996 en 1998 opgeheven door twee andere (2003/54/EG voor elektriciteit en 2003/55/EG voor aardgas).

In België is de omzetting van de richtlijnen in nationale wetgeving complex aangezien energie onder verschillende machtsniveaus ressorteert⁴. De federale Staat is bevoegd voor alle technische en economische ondeelbare aangelegenheden (het nationaal uitrustingsprogramma in de elektriciteitssector, de kernbrandstofcyclus, de grote infrastructuren voor de stockering; het vervoer en de productie van energie, het beheer van het hoogspanningsnet voor het vervoer van elektriciteit en van de hoogdrukleidingen voor het vervoer van aardgas en de tarieven. De gewesten zijn bevoegd voor de distributie en het plaatselijke vervoer van elektriciteit door middel van netten waarvan de spanning lager is dan of gelijk is aan 70 kV, de openbare gasdistributie, de nieuwe energiebronnen met uitzondering van deze die verband houden met de kernenergie, de gevolgen voor het leefmilieu en het rationeel energieverbruik⁵. De Staat en de gewesten zijn bovendien bevoegd voor de verplichtingen van de openbare diensten die in verband staan met hun respectieve verantwoordelijkheden. Er zijn bijgevolg drie verschillende agenda's voor de progressieve opening van deze markten, drie verschillende organisatiestructuren en vier regulatoren.

Werking van de markt bij niet-liberalisering

Opdat de eindgebruiker over gas en elektriciteit kan beschikken, moeten deze opgewekt worden (in België of in het buitenland), vervoerd worden van de producent naar de verdeler en tenslotte verdeeld en verkocht worden aan de klant. Voor de liberalisering opgelegd door de Europese richtlijnen waren productie, transport, verdeling en verkoop het quasi-monopolie van Electrabel en Distrigaz.

Electrabel en de Samenwerkende Vennootschap voor Productie van Elektriciteit (SPE), verenigd in de Coördinatie van Productie en Transport van Elektrische Energie (CPTE), namen een groot deel van de elektriciteitsproductie (95%) voor hun rekening. Het hoogspanningsnet voor het transport was in handen van de CPTE en werd beheerd door Electrabel. De plaatselijke distributie en verkoop waren het monopolie van de gemeenten die zich daartoe organiseerden in gemeentelijke regies, zuivere of gemengde

⁴De richtlijnen werden omgezet in Belgische wetgeving, meer bepaald op federaal niveau en op het niveau van het Brussels Gewest, via de volgende bepalingen:

- wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt (B.S. van 11 mei 1999) en gewijzigd door de wet van 1 juni 2005 (B.S. van 14 juni 2005);
- wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de gasmarkt en het fiscaal statuut van de elektriciteitsproducenten (M.B. van 11 mei 1999) en gewijzigd door de wet van 1 juni 2005 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen (B.S. van 14 juni 2005);
- ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (B.S. van 17 november 2001);
- ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende wegenisretributies inzake gas en elektriciteit en houdende wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (B.S. van 26 april 2004).

⁵ Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (B.S. van 15 augustus 1980).

intercommunales. Electrabel participeerde in deze laatste. In Brussel was er de gemengde intercommunale Sibelga. De markt was dus volledig in handen van Electrabel.

Met uitzondering van het feit dat België geen gas produceert en dus moet invoeren, vertoonde de gasmarkt vrij vergelijkbare kenmerken met het quasi-monopolie van Distrigas. Deze maatschappij kocht en stockeerde gas, beheerde het hoogdruknet en werkte mee aan de verdeling en de verkoop via de intercommunales, meer bepaald Sibelga in het Brussels Gewest.

De regies en intercommunales waren geen echte openbare diensten maar moesten de drie volgende principes naleven: het beginsel van de veranderlijkheid (voorschriften inzake levering die unilateraal werden opgelegd maar geen echte contracten), het beginsel van de continuïteit in de dienstverlening en het beginsel van gelijkheid van behandeling, of de tarifaire perequatie. Dit laatste betekent dat alle afnemers onderworpen zijn aan hetzelfde tarief, ongeacht de distributiekosten te wijten aan de ligging van de woning.

De Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (CREG), waarin de sociale partners, distributienetbeheerders en producenten zitting hadden, was belast met het toezicht op en de goedkeuring van de tarieven. Dit gebeurde in onderlinge consensus; de winstmarges van de producenten werden gecontroleerd en geristorneerd aan de afnemers via tariefverlagingen. De CREG formuleerde eveneens adviezen en aanbevelingen inzake de levering, tarieven en sociale maatregelen.

De eindafnemer had het statuut van abonnee en had maar één gesprekspartner, in Brussel de intercommunale Sibelga, belast met de aansluiting op het distributienet en de verkoop van gas en elektriciteit. Bovendien bood de werking van de markt een zekere garantie inzake prijzen en levering.

Nieuwe situatie door de opening van de markt

In het raam van de liberalisering opgelegd door de Europese richtlijnen worden de vier activiteiten (productie, transport, distributie en levering) van elkaar losgekoppeld en geleid door regulatoren. Het vervoer van de energie vanaf de elektriciteitscentrales, of de grensposten voor het gas, naar de distributienetten blijft een monopolie. De transmissienetbeheerder staat in voor het beheer en het onderhoud van de hoogdrukleidingen voor aardgas en van de hoogspanningslijnen voor elektriciteit. De federale overheid koos voor de autonome vennootschappen Elia⁶ en Fluxys, respectievelijk voor elektriciteit en aardgas. In het Brussels Gewest is Elia eveneens aangesteld als enige transmissienetbeheerder voor elektriciteit (netinfrastructuur van 36 kV). De beheerders van de vennootschappen moeten volledig onafhankelijk zijn van de producenten, distributeurs en leveranciers.

De distributie blijft het monopolie van de vroegere intercommunales die nu distributienetbeheerders worden. Ze moeten echter in handen blijven van de openbare sector en onafhankelijk zijn van producenten en leveranciers. De

« In het raam van de liberalisering opgelegd door de Europese richtlijnen worden de vier activiteiten (productie, transport, distributie en levering) van elkaar losgekoppeld en geleid door regulatoren. »

⁶Het kapitaal van Elia is voor 70% in handen van Electrabel en voor 30% van Publi T, een maatschappij die de gemeenten groepeerd.

distributienetbeheerder staat in voor de uitbating en het onderhoud van het plaatselijke elektriciteitsnet en de plaatselijke gasleidingen die de energie naar de eindafnemer brengen. In het Brussels Gewest werd Sibelga door de federale regering aangesteld als enige distributienetbeheerder voor gas en elektriciteit. De vroegere intercommunale wordt belast met de aanleg van de netten en de aansluitingen maar mag niet langer energie opwekken of leveren. De meterstanden worden opgenomen door Metrix, een dochter onderneming van Sibelga.

Twee activiteiten, aan het begin en op het einde van de keten, staan voortaan open voor de mededinging: de productie en de commercialisering. De producenten produceren of importeren gas en elektriciteit, de leveranciers kopen energie van de producenten en verkopen aan de verbruikers. De leveranciers sluiten een toegangscontract met de transmissie- en distributienetbeheerders. Door de wet van vraag en aanbod te laten spelen wil de Europese Unie de energieprijzen doen dalen.

Er zijn drie soorten van leveranciers. De commerciële leveranciers zijn houder van een vergunning uitgereikt door de gewesten. De standaardleverancier wordt aangesteld door de distributienetbeheerder om energie te leveren aan klanten die op 1 januari 2007 geen commerciële leverancier hebben gekozen. In het Brussels Gewest is dat Electrabel Customer Solutions (ECS). Deze leverancier wordt enigszins bevoordeeld tegenover de nieuwe vennootschappen aangezien hij de privépartner is van de huidige leverancier/distributeur en bijgevolg zeer goed op de hoogte is van de kenmerken van zijn afnemers. De sociale leverancier wordt aangesteld door de gewestelijke overheid om de toelevering aan de beschermde klanten te waarborgen.



Voor elk machtsniveau adviseren onafhankelijke instanties, regelgevers of regulatoren geheten, de overheden inzake organisatie en werking van de markt enerzijds en houden ze toezicht en controle op de toepassing van de regelgeving door de marktspelers anderzijds. Op federaal niveau betreft het de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (CREG). De regelgevers voor respectievelijk het Waals, Vlaams en Brussels Gewest zijn de 'Commission wallonne pour l'Energie (CWaPE), de Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteits- en Gasmarkt (VREG) en Leefmilieu Brussel⁷. In het Brussels Gewest is de regelgever bevoegd voor de uitreiking van licenties aan de leveranciers actief in het gewest, het toezicht op de distributienetbeheerder Sibelga en de gewestelijke transmissienetbeheerder Elia, het toezicht op de naleving van de gewestelijke regelgeving en op de opdrachten van de openbare dienst, de toekenning van groene certificaten. De Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (CREG) blijft verantwoordelijk voor het niet-geliberaliseerde deel van de markt.

In overeenstemming met de nieuwe werking van de markt zijn de tarieven de einduitkomst van verschillende componenten. De producenten vragen een prijs waarmee ze zowel hun kosten dekken als winst maken. In dit stadium is er behalve de wet van vraag en aanbod geen enkel regulerend systeem. De producenten hebben de vrije hand om hun winstmarges te

⁷ Het vroegere Brussels Instituut voor Milieubeheer (BIM).

bepalen. Vervolgens worden er kosten aangerekend door de transmissie- en distributienetbeheerders. Deze prijzen worden gecontroleerd en geregeld door de CREG. Tenslotte rekenen de leveranciers alle kosten door naar hun afnemers met een winstmarge er bovenop. Net zoals de activiteit van de productie worden de winsten niet gereguleerd maar vastgesteld door de wet van vraag en aanbod, in zoverre de mededinging reëel is. Er worden ook heffingen aangerekend opgelegd door de overheid voor de financiering van haar energiebeleid zoals hulp aan de OCMW's in het kader van hun opdracht van financiële en maatschappelijke begeleiding, de wegenisbijdrage⁸, toekenning aan de gezinnen en ondernemingen van premies, het Kyoto-fonds⁹. Hoe lager het huishoudelijk verbruik is, hoe groter het aandeel van de kosten in de prijs van de geleverde energie. Bovendien wordt het beginsel van de perequatie niet langer toegepast zodat de prijzen verschillen naargelang de ligging van de woningen. In Brussel zullen de distributiekosten echter voor alle inwoners gelijk zijn omdat er slechts één distributienetbeheerder actief is.

De verbruiker heeft niet langer het statuut van abonnee maar van klant en wordt geconfronteerd met meerdere gesprekspartners. Hij moet een aansluitingscontract aangaan met de distributienetbeheerder enerzijds en sluit een contract met de leverancier van zijn keuze anderzijds. Hiertoe moet de consument beschikken over een EAN-code die uit 18 cijfers bestaat en op unieke wijze de leveringspunt(en) op de Europese markt identificeert. De code identificeert dus niet de klant maar wel het adres. De in december 2006 of in januari 2007 ondertekende contracten gaan op 1 maart 2007 in. Alle contracten die later worden afgesloten gaan minstens een maand na de ondertekening van start. Bovendien bevindt de consument zich in een situatie van asymmetrische informatie¹⁰: hij is zelden op de hoogte van de kenmerken van zijn verbruik, terwijl de leverancier wel over alle informatie inzake beschikbaarheid en kostprijs beschikt.

Vlaamse ervaring

Vlaanderen heeft sinds 1 juli 2003 ervaring met de volledige vrijmaking van de gas- en elektriciteitsmarkt. Tegen 1 juli 2005 heeft tweederde van de Vlaamse consumenten een contract gesloten met een leverancier (54% met de historische leverancier en 12% met een andere maatschappij¹¹). Volgens een studie uitgevoerd in opdracht van de Programmatorische Overheidsdienst voor Maatschappelijke Integratie gaat de liberalisering, ondanks een zekere prijsdaling, met 'nare sociale gevolgen' gepaard¹². Bij meer dan 40.000 klanten werd de levering van gas of elektriciteit stopgezet. Slechts 10.000 van hen slaagden erin om een nieuwe leverancier te vinden. Van de huishoudens met een budgetmeters krijgen er 2.000 definitief geen elektriciteit meer

⁸ Deze bijdrage is ten gunste van de gemeenten als compensatie voor hun verlies van inkomsten als gevolg van de vrijmaking.

⁹ Het fonds financiert projecten die de uitstoot van broeikasgassen verminderen.

¹⁰ Devuyt Philippe, *op. cit.*, 2006, p. 164.

¹¹ CEESE-ULB en HIVA-KUL, 'Vergelijkende studie van de sociale energiemaatregelen. Bijlage II', Conventie uitgevoerd in opdracht van de Programmatorische Overheidsdienst voor Maatschappelijke Integratie, augustus 2006, p. 16.

¹² CEESE-ULB en HIVA-KUL, 'Vergelijkende studie van de sociale energiemaatregelen. Finaal rapport', Conventie uitgevoerd in opdracht van de Programmatorische Overheidsdienst voor Maatschappelijke Integratie, augustus 2006, p. 6.

« *De kwalijke neven-effecten en de dramatische sociale gevolgen van de vrijmaking van de gas- en elektriciteitsmarkt in het Vlaams Gewest tonen aan een sterke regulatie van de sector broodnodig is.* »

omdat ze hun meter niet opgeladen hebben¹³. Enkel 'de bewuste, goed geïnformeerde verbruiker die over de intellectuele, technische (internet) en financiële middelen beschikt' heeft voordeel gehaald uit de positieve gevolgen van de liberalisering van de tarieven¹⁴.

Er zijn verschillende verklaringen voor deze dramatische gevolgen. De verbruikers zijn in de eerste plaats slecht geïnformeerd over de principes en implicaties van de liberalisering. De verwarring heerst vooral binnen de meest kansarme bevolking die bijna nooit op de hoogte is van de mogelijkheden die hen aangeboden worden in geval van betalingsproblemen. De sociale maatregelen worden bijgevolg weinig of slecht toegepast. Sommige leveranciers hanteren bedrieglijke, oneerlijke en zelfs ronduit illegale verkooptechnieken. Bovendien kan de consument bij problemen slechts zelden terecht bij een klantendienst. Facturen zijn onduidelijk en worden onregelmatig opgestuurd. Wanbetalers worden zo snel mogelijk doorgestuurd naar de OCMW's en de sociale leverancier. Uit een onderzoek van Test-Aankoop¹⁵ blijkt dat het sociaal tarief duurder is dan het meest voordelige tarief van commerciële leveranciers. Dit wordt trouwens bevestigd door een studie van de Vreg, de Vlaamse regulator. Gelukkig is er wetsvoorstel ingediend inzake het vaststellen van een sociaal eenheidstarief voor heel België.

De kwalijke neveneffecten en de dramatische sociale gevolgen van de vrijmaking van de gas- en elektriciteitsmarkt in het Vlaams Gewest tonen aan een sterke regulatie van de sector broodnodig is. Om dergelijke disfuncties te vermijden moet er bijzondere aandacht uitgaan naar de kansarme verbruiker, die het meest kwetsbaar staat tegenover de contractuele logica van de liberalisering. 'Contracten houden altijd een gevaar in voor de armen en keren zich altijd tegen hen omdat men vergeet dat een overeenkomst enkel geldig is als er tussen beide partijen gelijkheid van handeling en niet alleen gelijkheid van rechten bestaat'.

Brusselse context

Volgens de laatste enquête uitgevoerd door de Federale Overheidsdienst Economie omtrent het budget der huishoudens in de periode 1996-2006 gaat een toenemend deel van het budget naar energie en dit voor alle inkomensniveaus. Hoe lager de inkomsten, hoe groter het deel van het gezinsbudget dat aan energie wordt besteed. Jaar na jaar wordt de kloof tussen lage en hoge inkomens groter wat energiekosten betreft en voor de meest kansarme huishoudens in het bijzonder. Deze trend is het meest uitgesproken in het Brussels Gewest, waar de laagste inkomens het sterkst

¹³Decrop Jehan, 'Pour un accès durable à l'énergie: obligations de services public et mesures structurelles', *Le Journal du Collectif contre l'exclusion*, nr. 51, november 2005, p. 25-26.

¹⁴Adriaenssens Claude et Martens Yves, 'La libéralisation dans les autres régions', *Le Journal du Collectif Solidarité contre l'Exclusion*, nr. 51, november 2005, p. 35.

¹⁵Test-Aankoop, 'Het sociaal tarief voor elektriciteit: allesbehalve sociaal?', Perscommuniqué, 6 juni 2005.

¹⁶Fierens Jacques, 'Le droit à l'énergie et la Constitution', in *Naar een grondrecht op energie/Vers un droit fondamental à l'énergie?*, Brussel: Die Keure, 2006, p. 53.

getroffen worden¹⁷. In 2004 werden er 18.772 betalingsplannen toegekend en werden er 11.266 budgetmeters geplaatst tegenover 5.865 in 2000¹⁸.

Deze kloof is deels te wijten aan het feit dat een substantieel deel van de huishoudelijke energieuitgave vast en niet te verlagen is. Ook het feit dat het Brussels Gewest specifieke kenmerken vertoont, speelt een rol. Heel wat huurders leven in een preciaire situatie. Volgens het laatste armoederapport voor het Brussels Gewest¹⁹ besteedt meer dan 50% van de gezinnen meer dan ze verdienen. Het grootste aandeel van het budget gaat naar huur, energieverbruik, medische kosten, belastingen en heffingen. Het inkomen van de Brusselaars ligt onder het nationaal gemiddelde. 28% van de Brusselse zelfstandigen behoren tot de armsten, terwijl het Belgisch gemiddelde 18% bedraagt. 5,1% van de Brusselaars, of 50.000 mensen, leven van een OCMW-uitkering of van een inkomensgarantie voor ouderen. In 2003 bedroeg het werkloosheidspercentage meer dan 20%. De energieuitgaven worden sterk bepaald door de kwaliteit van de woning. In vergelijking met de twee andere gewesten heeft het Brussels Gewest de meeste woningen in slechte staat (29% volgens de socio-economische enquête uitgevoerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek²⁰) omdat veel woningen verouderd zijn. Het is voor een huurder trouwens moeilijker om zijn energiekosten te beheersen omdat aanpassingen afhangen van de goede wil van de eigenaar. 58% van de Brusselaars huurt een woning²¹.

Bescherming van de consument

Op Europees niveau worden de lidstaten door de eerste richtlijn inzake de vrijmaking van de elektriciteitsmarkt, goedgekeurd in 1996, niet verplicht maatregelen te nemen ter bescherming van de consument. Gelukkig brengt de tweede richtlijn uit 2003 enigszins verbetering. De richtlijn stelt dat 'het naleven van de openbaredienstverplichting essentieel is'. Ze gelast de lidstaten bovendien een universele dienstverlening te waarborgen aan alle residentiële klanten.

De liberalisering van de markt impliceert dat gas en elektriciteit worden beschouwd als koopwaar waarmee de leveranciers en producenten winst kunnen maken. Er komen echter ook aspecten van openbare dienstverlening aan te pas. Zonder een minimum aan energie kan men niet waardig leven. Het recht op een minimale energielevering is trouwens impliciet opgenomen in de Belgische Grondwet. 'Dit recht is een gevolg van het principe van het recht op menselijke waardigheid, op fatsoenlijke huisvesting, op maatschappelijke hulp en op bescherming van de gezondheid'²². In het licht van de liberalisering is de vrees niet ongegrond

« *Zonder een minimum aan energie kan men niet waardig leven.* »

¹⁷ CEESE-ULB en HIVA-KUL, *op.cit.*, p. 5

¹⁸ Adriaenssens Claude en Schockaert Chantal, 'Problématique énergétique en Région de Bruxelles-Capitale: perspectives et propositions de la Coordination Gaz-Electricité-Eau de Bruxelles', in *Naar een grondrecht op energie/Vers un droit fondamental à l'énergie?*, Brussel: Die Keure, 2009, p. 91.

¹⁹ Observatorium voor Gezondheid en Welzijn, '9^{de} rapport over de staat van de armoede in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest', 2004.

²⁰ Thomas Isabelle, Vanneste Dominique en Laureysen Ilse, 'Evaluation de l'état du logement. Une proposition méthodologique', *Les Echos du Logement*, nr. 5, december 2005, p. 10.

²¹ Devuyt Philippe, *op. cit.*, 2006, p. 162.

²² Fierens Jacques, *op. cit.*, p. 52.

dat deze aspecten van openbare dienstverlening onverenigbaar zijn met de economische logica en dat er op termijn een onrechtvaardige en discriminerende situatie ontstaat. Om deze aberraties te vermijden, die trouwens bevestigd worden door de Vlaamse ervaring, moeten de verschillende bevoegde overheden solide maatregelen treffen ter bescherming van de consument.

Op federaal vlak werd in maart 2006, op initiatief van de federale minister voor consumentenzaken Freya van den Bossche, een Gedragscode²³ ondertekend tussen de energieleveranciers, verbruikersorganisaties, vertegenwoordigers van de regulerende instanties en de minister. Het akkoord heeft tot doel bescherming te bieden aan de consument.

In het Brussels Gewest werd de consument tot nu toe beschermd door de ordonnantie van 11 juli 1991 met betrekking tot het recht op een minimale levering van elektriciteit (B.S. van 15 augustus 1991) en door de ordonnantie van 11 maart 1999 tot vaststelling van de maatregelen ter voorkoming van de schorsingen van de gaslevering voor huishoudelijk gebruik (B.S. van 29 juli 1999). Maar de overgang van een monopolie naar een concurrentiële organisatie van de gas- en elektriciteitsverkoop, gekoppeld aan de specifieke kenmerken van de Brusselse huishoudens, brengt een wijziging van de bepalingen met zich. De ordonnanties van 1991 en 1999 beperkten zich immers tot de regeling van de schuldenlast en kwamen tot stand op een consensuele wijze kenmerkend voor niet-geliberaliseerde markten. Ze voorzagen in geen enkele bepaling ter bescherming van de consument 'stroomopwaarts' ten opzichte van de verwerking van de onbetaalde rekeningen.

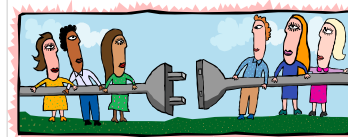
Op 8 december 2006 heeft het gewestelijk Parlement een ordonnantie goedgekeurd die twee types van maatregelen ter bescherming van de consument instelt. De ordonnantie²⁴ is een initiatief van de Brusselse minister Evelyne Huytebroeck, bevoegd voor leefmilieu en legt de leveranciers een reeks openbardienstverplichtingen op ter algemene bescherming van de consumenten enerzijds en waarborgt de bijzondere bescherming van kansarmen en mensen met schulden anderzijds.

De bepalingen met het oog op de toegang van alle consumenten tot energie zijn de volgende. Elke leverancier wordt verplicht een bod te doen op vraag van de afnemer en dit op niet-discriminerende voorwaarden, dus zonder een verschil in behandeling op basis van statuut, inkomen, verblijfplaats enz. Het bod moet transparant zijn: de prijs moet worden vastgesteld op een zichtbare wijze en op basis van de verbruikte hoeveelheid. Zodoende kan de verbruiker het bod van verschillende leveranciers gemakkelijk vergelijken. Om een zekere duur van de levering te waarborgen moet de leverancier een contract afsluiten voor een minimale duur van drie jaar. De eindafnemer kan de overeenkomst verbreken mits naleving van een opzeggingstermijn van twee maanden.

²³ 'De consument in de vrijgemaakte elektriciteits- en gasmarkt'

²⁴ Ontwerp van ordonnantie van 27 oktober 2006 tot wijziging van de ordonnanties van 19 juli 2001 en van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot opheffing van de ordonnantie van 11 juli 1991 met betrekking tot het recht op een minimumlevering van elektriciteit en de ordonnantie van 11 maart 1991 tot vaststelling van de schorsingen van de gaslevering voor huishoudelijk gebruik.

Bij wanbetaling kan de overeenkomst worden ontbonden door de vrederechter nadat verschillende maatregelen worden getroffen. Deze maatregelen hebben tot doel de continuïteit van de minimale energielevering te garanderen en klaarheid te scheppen in de schuldenlast. Eerst krijgt de verbruiker met betalingsproblemen een herinneringsbrief die bepaalde informatie bevat (nieuwe betaaltermijn, coördinaten van de dienst bevoegd voor het opmaken van een afbetalingsplan, mogelijkheid om een beroep te doen op het OCMW, sociale leverancier, enz.). Heeft de verbruiker bij het verstrijken van de vastgestelde termijn het bedrag niet betaald of geen betalingsplan afgesloten of de leverancier niet op de hoogte gebracht van de onderhandelingen voor de uitwerking van een betalingsplan, dan ontvangt hij een ingebrekestelling. Indien de verbruiker 14 dagen na ontvangst geen enkele oplossing heeft voorgesteld, plaatst de leverancier een stroombegrenzer van zes ampère en brengt hij het OCMW op de hoogte. Het OCMW kan vervolgens een sociaal onderzoek voeren om een oplossing te vinden voor de betalingsproblemen. Na drie maanden, indien geen afbetalingsplan is voorgesteld, kan de leverancier de procedure opstarten met het oog op de ontbinding van de leveringsovereenkomst door de vrederechter. Omdat het technisch niet mogelijk is een begrenzer voor de levering van gas te plaatsen, kan de leverancier de verbreking van de overeenkomst aanvragen twee maanden na het versturen van de herinneringsbrief en de ingebrekestelling. Indien de rechter hiertoe beslist, kan hij of het OCMW de leverancier verplichten tot een tijdelijke gas- en elektriciteitslevering in de winterperiode. Deze periode gaat in op 1 oktober en eindigt op 31 maart.



De door het Brussels Parlement goedgekeurde tekst stelt nog een specifieke maatregel voor ter bescherming van kwetsbare verbruikers: de consumenten met een inkomen dat een bepaald niveau niet overschrijdt, de rechthebbenden op de verhoogde verzekeringstegemoetkoming (ex-WIGW), de personen die schuldbemiddeling aangaan en de personen door het OCMW als hulpbehoevend worden erkend. De verbruiker die tot een van deze categorieën behoort, kan het statuut van beschermde klant krijgen. Nog voor de plaatsing van een stroombegrenzer kan deze verbruiker op eigen initiatief of op vraag van de commerciële leverancier, overstappen naar de sociale leverancier of leverancier van laatste instantie, met name distributienetbeheerder Sibelga. Sibelga past vervolgens de sociale tarieven toe, die in principe lager zijn dan de commerciële. De overeenkomst met de commerciële leverancier wordt niet verbroken maar opgeschort. De situatie van de beschermde klant wordt geregeld geëvalueerd. De eerste evaluatie gebeurt zes maanden na de overstap. Zodra de klant zijn schulden heeft betaald aan de oorspronkelijke leverancier en de leverancier van laatste instantie, treedt de oorspronkelijke overeenkomst weer in werking. Heeft hij niet alle schulden betaald maar leeft hij wel de voorwaarden van het betalingsplan na, dan blijft de overeenkomst met Sibelga gelden tot alles betaald is. Heeft de klant na zijn overstap het afbetalingsplan niet nageleefd dan kan het OCMW beslissen om de overeenkomst met de sociale leverancier stop te zetten. De klant keert in dat geval terug naar de commerciële leverancier die een aanvraag tot contractverbreking kan indienen bij de vrederechter.

Hoewel vijf leveranciers een vergunning kregen voor de levering van gas en elektriciteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben drie van hen, Essent, Luminus en Nuon, die nochtans al markspelers zijn in Vlaanderen, in oktober hun beslissing bekendgemaakt dat ze zich terugtrekken. Als reden geven ze op dat de ordonnantie in voorbereiding hun verplicht minstens drie jaar lang te leveren zelfs indien de klanten betalingsproblemen hebben. Minister Huytebroeck heeft altijd geweigerd deze clausule, die ze als een van de grote wezenlijke principes van haar ordonnantie beschouwt, te herzien. In de huidige situatie kunnen de Brusselse huishoudens kiezen tussen de Luikse vennootschap Lampiris, die enkel elektriciteit levert, en de vroegere partner van de intercommunale Sibelga, Electrabel Customer Solutions. Voor de levering van gas is geen keuze mogelijk: alleen Electrabel levert deze brandstof.

Eind november hadden 30.000 Brusselse gezinnen reeds een contract ondertekend onder wie 870 met Lampiris, de enige concurrent van Electrabel²⁵.

Het debat wordt opengetrokken

Om de verschillende uitdagingen van de energiekwestie onder de aandacht te brengen en om duurzame oplossingen te vinden voor de armoede die eruit voortvloeit is het zeer belangrijk dat de problematiek inzake de energie in een ruimer humaan en ecologisch kader onderzocht wordt.

De bestrijding van de problemen in verband met de energiefacturen kan niet losgekoppeld worden van het probleem van de schuldenlast en van de armoede in het algemeen²⁶. Energieschulden zijn maar een van de vele gevolgen van armoede. 'Bestaat het gevaar niet dat er steeds meer tegemoetkomingen bijkomen zoals tegemoetkomingen voor huisvesting, voor verwarming, het nieuwe schooljaar, gezond, terwijl veel mensen eigenlijk nood hebben aan voldoende inkomsten om over een minimum aan energie te kunnen beschikken? De echte vraag is: heeft iedereen de middelen om zich op een waardige en fatsoenlijke wijze van energie te voorzien.'²⁷.

Het is noodzakelijk dat de energieschulden bekeken worden in een bredere context van algemene armoede en dat er rekening gehouden wordt met de woning, de uitrusting van de gezinnen en de verbetering ervan op het vlak van energie-efficiëntie. Een van de basisopties in het handvest van de 'Coordination Gaz, Electricité, Eau de Bruxelles (CGEE)' is dat 'een woning die niet beschikt over een goed functionerende basisuitrusting niet te huur mag worden gesteld'²⁸. Kwetsbare gezinnen wonen vaak in slecht geïsoleerde woningen en kopen goedkope apparatuur met een slecht energetisch rendement. De strijd tegen de energieschulden moet bijgevolg gepaard gaan met maatregelen op het vlak van woningrenovatie en op het vlak van rationeel energieverbruik.

« *Hoewel vijf leveranciers een vergunning kregen voor de levering van gas en elektriciteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben drie van hen, Essent, Luminus en Nuon, die nochtans al markspelers zijn in Vlaanderen, in oktober hun beslissing bekendgemaakt dat ze zich terugtrekken* »

²⁵ Demonty Bernard, 'Le succès de l'électron libre', *Le Soir*, 30 november 2006.

²⁶ CEESE-ULB en HIVA-KUL, *op. cit.*, p. 53.

²⁷ Fierens Jacques, *op. cit.*, p. 53.

²⁸ Adriaenssens Claude en Schockaert Chantal, *op. cit.*, p. 87.

In dat verband inspireren het ACV ²⁹ en het ABVV ³⁰ zich op het Duitse initiatief 'Alliantie voor werkgelegenheid en leefmilieu' dat tot doel heeft 200.000 banen te creëren door de toepassing van een omvangrijk programma voor energierenovatie van de woningen. Eigenaars, huurders en verenigingen leggen de Alliantie renovatieprojecten voor en de geselecteerde kandidaten (op grond van het criterium 'energie-efficiëntie') krijgen een lening tegen voorkeurtarief. In België heeft de isolatie-industrie onlangs aangetoond dat er gedurende 10 jaar 30.000 banen kunnen bijkomen via een omvangrijk isolatieproject dat het energieverbruik van de helft van het Belgische woningenpark met 75% kan verminderen³¹.

Aan de energiekwestie zijn fundamentele ecologische aspecten verbonden. De temperatuur op het aardoppervlak zou tegen 2100 met 1,4 à 5,8°C kunnen stijgen. 78% van de verhoging van de concentratie van broeikasgassen zou te wijten zijn aan menselijke activiteiten in de energiesector. De Europese Unie heeft een richtlijn goedgekeurd die de opwarming bestrijdt via de beperking van de uitstoot van kooldioxide, de cogeneratie en de energieprestatie van de gebouwen (2002/91/EG). Enkel Vlaanderen is begonnen met de omzetting van deze richtlijn in haar wetgeving. België heeft op internationaal niveau een reeks verbintenissen aangegaan inzake klimaatbeleid en respect voor het leefmilieu. Tegen 2010 wil ons land de uitstoot van broeikasgassen met 7,5% verminderen. De openbare dienstverplichtingen mogen dus niet beperkt worden tot de sociale aspecten van energie maar moeten ook rationeel energieverbruik en de promotie van hernieuwbare energiebronnen omvatten. Zo niet veroorzaakt de deregulering van de gas- en elektriciteitsmarkt niet alleen een sociale maar ook een ecologische achteruitgang.

« De bestrijding van de problemen in verband met de energiefacturen kan niet losgekoppeld worden van het probleem van de schuldenlast en van de armoede in het algemeen. »

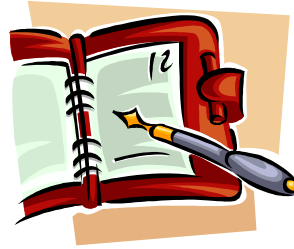
« Zo niet veroorzaakt de deregulering van de gas- en elektriciteitsmarkt niet alleen een sociale maar ook een ecologische achteruitgang. »

²⁹ Decrop Jehan, *op. cit.*, p. 25-27.

³⁰ FGTB Bruxelles, 'Le front syndical de l'énergie!', *Le Journal du Collectif Solidarité contre l'Exclusion*, nr. 51, november 2005, p. 28-30.

³¹ 'Een nieuw energiebeleid!', Perscommuniqué van minister Evelyne Huytebroeck, 9 december 2004.

Adressen en contacten



Gratis nummers

Brussel: 0800/97.198

Federaal: 0800/12.033

Federale Overheidsdienst Economie (bescherming van de consument)

Algemene Directie Controle en Bemiddeling

WTC III

Simon Bolivarlaan 30

1000 Brussel

www.economie.fgov.be

Tel: 02/277.51.11

Fax: 02/277.54.51

E-mail: eco.inspec@economie.fgov.be

Kabinet van de minister van de Regering van het Brussels Gewest Evelyne Huytebroeck, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid

Cel Energie

Broekstraat 49-53

1000 Brussel

<http://evelyne.huytebroeck.be>

Tel: 02/517.12.00

Fax: 02/517.14.90

E-mail: info@huytebroeck.irisnet.be

Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (CREG)

Nijverheidsstraat 26-38

1040 Brussel

www.creg.be

Tel: 02/289.76.11

Fax: 02/289.76.09

E-mail: info@creg.be

De regulator voor de Elektriciteit en het Gas in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

P/a Leefmilieu Brussel

Gulledelle100

1200 Brussel

www.brugel.be

Tel: 0800/97.198

E-mail: info@brugel.be



Le CDCS c'est

①

- Plus de 10 000 associations et autres organismes bruxellois repris dans une base de données. Outre des informations telles que leurs coordonnées et activités, celle-ci gère également de nombreux documents s'y rapportant tels que leurs statuts ou brochures de présentation.
- Un fichier des acteurs, personnes ressources et partenaires.
- Un fonds documentaire comprenant : des milliers d'articles issus de la presse ou de revues spécialisées ; des ouvrages ; des rapports de recherche ; des rapports d'activités ; des brochures ; des actes de colloques, séminaires, etc. ; des répertoires.

②

Un site WEB : www.cdcs.irisnet.be

③

Un outil "passeur de frontières"

Service d'information bicommunautaire, le CDCS permet un accès facile et rapide aux informations, initiatives et professionnels de l'action sociale néerlandophone à Bruxelles.

④

Une équipe à votre service du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et les après-midi sur rendez-vous.



Het CMDC, dat betekent

①

- *Meer dan 10 000 Brusselse verenigingen en organisaties in een databank. Behalve informatie zoals het adres en de activiteiten bevat de databank heel wat documenten zoals statuten en voorstellingsbrochures.*
- *Een bestand met actoren, experts en partners.*
- *Een documentatiebestand met: duizenden artikels uit kranten en gespecialiseerde tijdschriften ; boeken ; onderzoeksrapporten ; jaarverslagen ; brochures ; verslagen van colloquia, seminaries, studiedagen ; gidsen.*

②

Een website : www.cmdc.irisnet.be

③

Een "grensoverschrijdend" werkinstrument

Als bicommunautaire dienst voor informatieverstrekking biedt het CMDC eenvoudig en snel toegang tot informatie, initiatieven en professionals uit de Franstalige welzijnssector in Brussel.

④

Een team dat ter beschikking staat van maandag tot vrijdag van 9u tot 12u ; in de namiddag na afspraak.



Collaboration du CDCS à la réalisation de ce numéro / Medewerking van het CMDC aan dit nummer :

Recherches - Rédaction / Onderzoek - Redactie: Amélie Jacquet

Documentation - Adresses / Documentatie - Adressen: Amélie Jacquet et/en Katelijn Van Cauwenberg

Lay-out : Emmanuel Spitaels

Coordination / Coördinatie : Solveig Pahud

UNE FEDERATION DE CENTRES DE SERVICE SOCIAL MUTUALISTES BRUXELLOIS : POURQUOI ?

Dans la Région de Bruxelles-Capitale, il existe 10 Centres de Service Social mutualistes agréés.

Les responsables des Centres de Service Social des mutualités socialistes, chrétiennes, libérales et neutres ont décidé de se regrouper en fédération bruxelloise afin de mieux répondre aux défis sociaux actuels.

Les mutualités ont des missions de type « action sociale » (article 3 C – Loi du 6 août 1990) et font partie d'un dispositif social d'importance puisque son activité se saisit justement de la globalité des situations socio-sanitaires de leurs membres.

La spécificité de cet ancrage mutualiste permet d'une part la capacité à traiter – en **prise directe** – de plusieurs problèmes en même temps et d'autre part d'assurer le lien entre l'aide sociale et la sécurité sociale.

La création de notre fédération est l'aboutissement d'un travail de collaboration, entre différents acteurs œuvrant sur le terrain.

En tant que représentante des Pouvoirs Organisateurs, notre fédération permet :

- d'une part d'optimiser la représentation des centres auprès des pouvoirs publics et des partenaires du secteur;
- d'autre part de rappeler le rôle des Centres de Service Social mutualistes comme des centres de " service au public " mais également complémentaires aux services publics existants. En effet, cette complémentarité est nécessaire dans le sens où la protection sociale est un champ où l'Etat ne peut **tout** organiser, laissant ainsi une place aux associations **et** aux institutions;
- enfin de visualiser les conséquences des politiques sociales et de santé grâce aux relais locaux des mutualités.

Le but de notre Fédération est :

- **assurer la représentation du secteur auprès des pouvoirs subsidiaires et/ou consultatifs**
- **faire connaître l'action sociale de ces centres en assurant la récolte et la diffusion des informations nécessaires à leur visibilité**
- **être une plate-forme de rencontre avec les autres intervenants sociaux.**
- **complémentaire, elle pourra prodiguer des formations et/ou documentations spécifiques aux travailleurs sociaux de ces Centres.**



WAAROM EEN VERBOND VAN CENTRA VOOR MAATSCHAPPELIJK WERK VAN DE ZIEKENFONDSEN UIT HET BRUSSELSE ?

In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn er 10 erkende centra voor maatschappelijk werk van de ziekenfondsen .

De verantwoordelijken van de Centra Maatschappelijk Werk van de socialistische, christelijke, liberale en neutrale ziekenfondsen hebben zich verenigd in een Brussels verbond teneinde beter te kunnen reageren op de actuele sociale uitdagingen.

De ziekenfondsen hebben opdrachten op het vlak van "sociale actie" (artikel 3 C – wet van 6 augustus 1990) en zijn belangrijke sociale voorzieningen omdat ze zich precies toespitsen op het welzijn en de gezondheid van hun leden.

Dankzij deze verankering in het ziekenfonds kunnen verschillende problemen **onmiddellijk** en tegelijkertijd worden aangepakt en wordt de link tussen de sociale hulp en de sociale zekerheid gelegd.

De stichting van onze federatie is het resultaat van de samenwerking tussen de verschillende actoren die op het terrein werken.

Als vertegenwoordigster van de inrichtende machten, kan de federatie :

- de vertegenwoordiging van onze centra bij de overheid en andere partners uit het werkveld optimaliseren;
- de rol van de centra voor maatschappelijk werk van de ziekenfondsen als « dienst voor de bevolking » benadrukken. De centra zijn een aanvulling van de bestaande overheidsdiensten. De overheid kan immers niet **alles** organiseren op het vlak van sociale bescherming.
- de gevolgen duiden van het welzijns- en gezondheidsbeleid dankzij de plaatselijke kantoren van de ziekenfondsen.

Onze Federatie heeft als doel :

- **de sector te vertegenwoordigen bij de Brusselse subsidiërende en/of adviserende overheid**
- **uitstraling te geven aan de sociale actie van deze centra door de nodige informatie ter bevordering van hun bekendheid te vergaren en te verspreiden**
- **een ontmoetingsplaats te zijn met andere sociale actoren**
- **aanvullend, specifieke vorming en/of documentatie verstrekken aan de maatschappelijk assistenten van deze Centra.**